

Iran-USA : les enseignements de l'élimination de Soleimani

Source [geopragma.fr] Les vraies motivations et calculs du président américain pour décider de l'assassinat du général Soleimani ne sont pas forcément celles que l'on croit.

“Après moi le déluge“. Ce pourrait être le prochain tweet de Donald Trump. Ses calculs se révéleront-ils justes *in fine* ? Nul ne peut aujourd'hui le dire. Il est en revanche possible de tirer un certain nombre d'enseignements de cette attaque.

ATTAQUE CONTRE UN ÉTAT SOUVERAIN

C'est la première fois depuis longtemps que l'Amérique supprime, non un terroriste paria ou un *has been* comme Obama a tué Ben Laden en 2011 ou Trump lui-même a fait supprimer Al Baghdadi en 2019. Comparaison n'est ici pas raison. Qassem Soleimani était un membre éminent des forces armées officielles de la République islamique d'Iran, donc de l'appareil d'État. Il travaillait à visage découvert pour la puissance et l'influence de son pays.

Son élimination est donc, sans équivoque aucune, un acte de guerre direct de Washington contre un État souverain, non une attaque opportuniste contre un homme ordinaire ou en rupture de ban, que l'on peut mener car l'occasion s'en présente, mais, à travers lui, une agression de très forte portée symbolique contre une nation traitée comme ennemie, et aussi contre une autre nation, prétendument amie celle-là : l'Irak. C'est un peu comme si Téhéran venait d'assassiner le chef d'état-major des armées américaines. On ne fera pas l'injure de jauger l'intelligence de cette décision : frapper l'État et le pouvoir iraniens en leur cœur en éliminant un héros de la guerre Iran-Irak qui incarnait la résistance opérationnelle victorieuse et pleine de panache face au “Grand Satan” et en faire *ipso facto* et à jamais un martyr : bien joué...

Dans la foulée de ce mémorable succès, un déluge de *fake news* s'est naturellement abattu sur la presse américaine : Soleimani était “un meurtrier de masse, responsable de la mort de centaines de soldats américains depuis 2003 grâce à sa tactique popularisée des IED.... Il aurait le sang des 500 000 morts syriens sur les mains...“, l'Amérique étant naturellement, quant à elle, et comme chacun sait, le parangon de la paix internationale... N'en jetons plus ! Cette rhétorique est aussi ridicule qu'indécente. Si c'était son homologue américain, britannique, israélien ou français que l'Iran avait neutralisé, le caractère illégal et extraterritorial de cette élimination n'en serait pas moins avéré. Le Général Soleimani faisait son travail, très exactement comme ses pairs étrangers. Il ne déstabilisait pas le Moyen-Orient en cherchant à y promouvoir l'influence iranienne sauf à penser que la domination écrasante des monarchies du Golfe et de leurs supplétifs islamistes radicaux qui mettent à feu et à sang la région depuis plus de vingt ans, sont des éléments de stabilité. Ce renversement pur et simple des faits qui mise sur l'ignorance et le grégarisme des foules occidentales tient du cynisme le plus achevé.

Le terrorisme qui frappe nos concitoyens et noyauté nos sociétés n'est pas chiite mais sunnite. Qassem Soleimani, figure éminente du courant conservateur et militariste du régime iranien, menait une guerre d'influence comparable à celle que nos nations occidentales – au premier chef desquelles les États-Unis – conduisent dans le monde entier sans que personne ne s'en offusque alors que des régions entières en font les frais et sont déstabilisées à un titre ou à un autre. Depuis la nuit des temps, chaque pays avance ses intérêts, à plus ou moins n'importe quel prix, surtout s'il se croit au-dessus des lois internationales. Il en va de même de tous les services secrets de tous les États du monde, qui travaillent presque toujours dans l'illégalité ou sous double visage. L'illégalité de l'assassinat du Chef d'Al-Qods ne tient donc pas à sa

personne, mais à la méthode (décision unilatérale, sans aucun mandat onusien ni aucune concertation des alliés, etc...) et au total mépris de la souveraineté irakienne qu'elle a manifesté. Ce n'est donc pas l'Iran qui déstabilise le Moyen-Orient, ce sont les Etats-Unis, qui sont passés maîtres en cette manœuvre depuis des décennies et ne supportent pas qu'on les contre.

LES OBJECTIFS DE L'ATTAQUE

Quelle que soit la fureur et les délires de la guerre de la communication, l'avenir dira si le calcul politique de Donald Trump en autorisant cette opération aura été payant. Une chose est d'ores et déjà certaine : cette nouvelle répétition des erreurs tactiques et stratégiques américaines depuis près de vingt ans aura de dramatiques conséquences régionales et globales.

Car l'élimination du Général Soleimani et du numéro deux de la principale milice chiite irakienne a deux objectifs principaux qui n'ont que peu à voir à mon sens avec une préoccupation altruiste pour la stabilité du Moyen-Orient :

A – C'est un piège anti-Démocrates. La vraie cible de Donald Trump est là. En plein *impeachment*, le président en campagne ressoude le pays autour de lui et oblige ses adversaires démocrates à suivre son élan de mâle alpha sous peine de passer sinon pour des antipatriotes, des faibles... et de perdre les soutiens financiers saoudien et même qatari primordiaux pour leur campagne présidentielle.

De ce point de vue, même si le camp démocrate essaie de discréditer la décision présidentielle, l'assassinat de Soleimani est une très bonne opération de politique intérieure. Donald Trump vient de montrer à son électorat que l'Amérique était forte et qu'il incarnait seul cette force. Au moment précis où tout est fait pour l'abattre, où ses adversaires essaient de le noyer sous d'interminables et médiocres procédures, lui garde le bon niveau, assume ses responsabilités de gendarme du monde et s'occupe de la sécurité de l'Occident tout entier en supprimant sans autre forme de procès un fauteur de troubles redoutable. Le caractère primaire du raisonnement ne laissera jamais d'étonner : l'Amérique ne serait forte que lorsqu'elle fait la guerre ? Pourtant elle les perd toutes... Comme vient de le redire candidement le secrétaire d'Etat Mike Pompeo, "ne rien faire revient à se montrer faible" ? Donc on fait n'importe quoi... Un ange passe, mais le Président, après l'attaque, n'oublie pas de tweeter... un drapeau américain !

Il ne faut toutefois pas oublier que cette déclaration de guerre à l'Iran, quelles que soient les formes prises, correspond aussi à ce que veulent, attendent et préparent le Pentagone et la CIA depuis des années. Ainsi, Donald Trump, qui à bien des égards est prisonnier depuis plus de deux ans de la Maison Blanche et du *Deep state* américain, entre ici en convergence objective avec eux. Peut-être pour la première fois. Et c'est là encore un bon calcul politique dans la perspective de la présidentielle de novembre prochain.

B – Cette action illégale et extraterritoriale traduit aussi une nouvelle crispation de l'Empire en déroute, qui veut forcer les Européens à se réaligner sur ses oukases et à renoncer à toute velléité d'indépendance par rapport à Washington (indépendance par rapport à l'OTAN ou énergétique, pour ne citer que ces deux aspects).

Les États-Unis ont finalement compris que, plus de quinze ans après leur invasion de l'Irak, le pays était en passe de leur échapper et de passer définitivement sous tutelle iranienne après l'échec des manifestations de la jeunesse irakienne reprise en main par le général Soleimani en personne. L'homme incarnait leur échec. Il fallait d'urgence reprendre l'Irak à l'influence de Téhéran et, avant qu'il ne soit trop tard, faire rebasculer la situation à leur avantage. C'était du moins le plan...

En tuant Soleimani, ils ouvrent cependant à l'Iran le monde entier comme théâtre de représailles et globalisent l'affrontement en le sortant de sa logique régionale. Ils impliquent potentiellement tous leurs alliés en leur demandant de choisir : "Avec nous ou contre nous". On se croirait en septembre 2001. Vous êtes contre notre approche ? Vous êtes donc pour le terrorisme ! Qui osera alors désobéir ? Mike Pompéo estime d'ailleurs que l'Europe s'est globalement montrée "inutile" dans le lancement de l'opération. La règle sur les doigts que nous tendons piteusement comme d'habitude.

Plus largement, l'assassinat de Qassem Soleimani est un nouvel exemple de l'extraterritorialité américaine et du mépris souverain dans lequel l'Amérique tient le reste du monde, la Charte des Nations Unies, le droit

international, les outils du multilatéralisme et toute limite légale ou légitime mise à sa volonté de puissance.

Or, toute l'histoire des relations internationales démontre que l'approche punitive, la diabolisation, les sanctions et les attaques unilatérales sont toujours politiquement contreproductives. On ne coupe jamais ainsi une population de son régime, aussi dur et inique fût-il, car le chantage est une pratique insupportable à tout peuple dont l'âme est souveraine. L'avilissement moral et culturel des nations européennes, la faillite de l'idée même de la souveraineté en Europe, leur ont fait croire que l'on pouvait acheter les consciences et les comportements politiques partout dans le monde, par l'argent, l'intimidation, la prise en otage sécuritaire ou économique d'un peuple pour le contraindre à lâcher ses gouvernants. C'est une illusion post moderne et un calcul qui se révèlent immanquablement faux (Irak, Syrie, Libye, Russie, Iran...). La répétition entêtée de cette approche manifestement perdante laisse songeur : soit on ne comprend rien, soit on veut que la situation s'envenime, ce qui est bien plus probable.

Par ailleurs, la recherche de la guerre, de son prétexte, de son occasion, reste une quête permanente des administrations américaines démocrates comme républicaines, à de très rares exceptions près, et jamais très longtemps. Les États-Unis confondent la guerre et la vengeance. Ils ne font pas de compromis, n'estiment que la force et cherchent l'escalade avec une lanterne. Ils s'imaginent que la riposte à une blessure de souveraineté ne vaut que pour eux. Mais les États et les peuples, mis à part peut-être certaines nations européennes émasculées et repentantes, ont tous les mêmes réflexes presque reptiliens de regroupement et de résistance ! Une attaque spectaculaire et inique qui met leur pouvoir politique en danger les soude. Ce fut le cas des attentats du 11 septembre 2001 qui permirent à George W. Bush de lancer une formidable "guerre contre la terreur" mais aussi d'engager une opération de contrôle intérieur sans précédent au nom de la lutte antiterroriste.

Cette fois-ci, la séquence a été la suivante :

1. Mai 2018 : Sortie unilatérale des Etats-Unis du JCPOA
2. Pusillanimité puis alignement de l'Europe sur les orientations américaines
3. Echec d'INSTEX, le "mécanisme européen" de contournement des sanctions américaines contre l'Iran mis en place en janvier 2019 mais jamais en musique
4. Mai 2018 : Transfert de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem
5. Mai-août 2019 : Crise du détroit d'Ormuz
6. Octobre 2019 : Occupation du Golan Syrien par Israël (feu vert de DT en mars)
7. Septembre 2019 : Reprise des opérations d'enrichissement par Téhéran
8. 27 décembre 2019 : Mort d'un *Contractor* américain en Irak
9. 29 décembre : Mort de 25 miliciens chiïtes en Irak
10. 31 décembre : Attaque de l'ambassade américaine à Bagdad
11. 2 janvier 2020 : Frappe de drone américain en plein Bagdad sur le convoi du général Soleimani
12. 3 janvier : Nouvelle série de frappes américaines sur les Unités de Mobilisation Populaires irakiennes

(Démentie à ce jour par l'armée irakienne)

UNE FAUTE TACTIQUE

Le peuple iranien, que l'on pouvait croire en partie las de la poigne du régime et de l'échec de l'ouverture du pays à la coopération internationale, est désormais rassemblé derrière ses dirigeants politiques militaires et religieux. Il a compris combien la menace américaine était concrète. Le parlement Irakien vient de voter le départ des troupes américaines qui étrangement se renforcent de 3 500 marines prudemment déployés pour l'heure au Koweït. Le pouvoir de Bagdad et la rue irakienne, majoritairement chiïte, vont coller à Téhéran perçu de nouveau comme leur protecteur ultime. Les leaders politiques et religieux iraniens et irakiens (notamment le grand Ayatollah Ali Sistani) sont de nouveau en situation d'idylle forcée, et le peuple va suivre bon gré, mal gré.

Rappelons en effet que c'est en Irak que la confrontation irano-américaine est la plus directe et la plus forte. L'Irak va donc revenir dans le camp iranien. L'élimination du Commandant de Al-Qods et les frappes contre les plus puissantes milices chiïtes signent l'annihilation de tous les efforts américains pour désolidariser ce pays stupidement abandonné, par anti saddamisme primaire, aux chiïtes en 2003 et donc à l'influence iranienne. Les Iraniens voulaient que la rue irakienne rentre chez elle et que les troupes américaines s'en

aillent ? Washington vient de les aider considérablement. Ils vont pouvoir ramener au bercail la jeunesse irakienne chiite qui semblait dans les récentes émeutes vouloir secouer le joug de Téhéran. Tel un “*deus ex machina*“, le Général Soleimani était lui-même récemment venu au cœur de Bagdad pour la ramener à la raison et désamorcer cette rébellion.

Même si Qassem Soleimani était la créature du Guide suprême Ali Khamenei et son instrument contre les modérés partisans de l’ouverture de l’Iran au monde occidental, le poids croissant des Gardiens de la Révolution, de la force al-Qods et de son chef sur le pouvoir politique et religieux comme au sein de l’appareil d’Etat iranien était devenu si fort au fil des années que certains pensaient que la mort du Guide suprême ouvrirait une phase de reprise en main militaire du régime théocratique. Paradoxalement, son assassinat constitue donc une baisse objective de pression sur les religieux. Sinon une bonne nouvelle, du moins l’occasion d’une reprise en main de “la créature” à travers une nouvelle figure de proue intransigeante, mais moins flamboyante et charismatique. Toutefois, Esmail Qaani, numéro 2 de la Force Al-Qods, immédiatement nommé par le guide suprême Ali Khamenei, est aussi un “dur” farouchement et ouvertement anti-américain depuis 2016. Continuité inquiétante, mais attendue. Le Général Qaani aura d’autant plus à faire qu’en tuant Soleimani, l’armée américaine ouvre tragiquement la porte à une résurgence en Irak de l’État Islamique dont le chef d’Al Qods était l’un des plus fervents et efficaces ennemis. Au-delà de l’écran de fumée jeté par Washington pour justifier son acte, c’est l’Irak qui est désormais de nouveau livré sans états d’âme au véritable terrorisme, celui de l’Islam sunnite radical d’al-Qaeda et de Daech. C’est l’aveu d’une convergence d’intérêt tactique entre USA et l’État islamique contre Téhéran (et cela explique d’ailleurs aussi les accords passés par Washington avec les Talibans afghans et le blanc-seing donné à Erdogan en Syrie et désormais en Libye) et d’une claire indifférence américaine pour le sort des populations civiles locales.

Il faut en effet relever la concomitance de l’opération américaine avec l’offensive turque lancée au même moment en Libye au secours du gouvernement légal de Tripoli, même s’il est à ce stade prématuré d’en tirer de claires conclusions. A son habitude, Erdogan avance ses pions sur tout l’échiquier et se sert de la concentration américaine sur l’Iran pour mener sa barque vers la Tripolitaine et gêner à la fois Moscou et Téhéran qui soutiennent le Maréchal Haftar aux côtés de l’Arabie saoudite – des Émirats arabes unis, de l’Égypte. On ne peut que redouter que la situation ne s’aggrave considérablement avec ce nouvel entrant officiel en appui du pouvoir officiel de Sarraj, sans représentativité populaire et fragilisé par sa compromission avec les milices islamistes. La stabilisation de la Libye n’est pas pour demain.

L’assassinat du général Soleimani aura donc été une faute tactique majeure à l’impact stratégique potentiellement dévastateur. L’opération américaine précipite en effet ce que l’Amérique redoute le plus : la consolidation de l’axe russo-sino-iranien d’opposition à l’ordre occidental (cf. leurs manœuvres militaires récentes conjointes dans le Golfe persique), et renforce la lutte entre wahhabites et Frères musulmans. C’est aussi une illustration supplémentaire du caractère parfaitement inopérant du manichéisme et du moralisme cynique en relations internationales. On a changé de décennie, malheureusement pas d’état d’esprit. La nouvelle année pourrait être celle de tous les dangers. La guerre approche. Elle ne sera pas forcément ouverte, même si Israël n’attend qu’un feu vert américain, même discret, pour lancer des attaques décisives contre les installations nucléaires iraniennes.

Comment va riposter le pouvoir de Téhéran ? Probablement pas par des attaques frontales qui signeraient l’enclenchement d’une campagne aérienne dont il ne pourrait sortir militairement vainqueur. On peut redouter que le détroit d’Ormuz ne redevienne extrêmement dangereux, comme l’Irak, La Libye, la Syrie, le Liban et naturellement le malheureux Yemen. Bref, c’est toute la région qui replonge dans les abysses de la violence, sans parler du tragique fortifiant donné à Daech toujours en embuscade. Ce n’est que la suite logique d’une politique étrangère manichéenne et cynique faite d’anathèmes et d’injustice profonde et prisonnière d’un littéralisme qui n’a rien à envier à celui des religieux ultras que l’on dénonce comme rétrogrades ou obscurantistes.

QUELLES CONSÉQUENCES ?

En fait, tout va dépendre une fois encore largement de la posture russe et de l’arbitrage du président Poutine face au franchissement américain d’une ligne rouge. Pour Moscou, il ne s’agit pas tant de défendre Téhéran que d’empêcher l’Amérique de continuer à se moquer ouvertement du reste de la planète et d’annihiler les lambeaux d’une gouvernance mondiale en grande souffrance. C’est elle en effet, non l’Otan, qui est “en état

de mort cérébrale” ! A l’instar de l’UE qui, en pleine crise de servilité aggravée, attendrait parait-il, “les instructions” de Washington pour savoir à quelle sauce nos sociétés pétrolières impliquées dans le chantier North Stream 2 seront dévorées du fait d’une nouvelle salve de sanctions américaines votées par le Congrès pour contrôler “au nom de la sécurité énergétique européenne” (sic !) la fourniture de gaz de l’Europe et lui imposer son GNL. On croit rêver....

Moscou prend ainsi le rôle de pivot dans la crise. La Russie est plus que jamais une puissance globale renaissante avec laquelle il faut compter et composer. Sans même évoquer le missile balistique hypersonique russe Avangard (annoncé le 27 décembre par le ministre de la défense russe), qui confère, comme d’autres nouvelles armes russes, une protection potentielle redoutable à ses protégés, on ne peut ignorer que le sort de l’Iran dépendra grandement du statut que va lui accorder Moscou dans cette guerre des signaux à l’échelle planétaire. Selon que le président Poutine condamnera l’opération américaine avec une grande vigueur ou en demi-ton, l’axe de puissance alternatif au troupeau occidental regroupé derrière la sanglante bannière de Washington prendra du muscle et du poids... ou demeurera susceptible d’aménagements. Le premier scénario serait désastreux pour Washington. Le second est plus probable, du moins à court terme. La Russie ne se considère pas comme une simple puissance régionale à l’instar de l’Iran ou de la Turquie, mais comme un acteur global. Elle n’a aucun intérêt à se trouver liée aux mésaventures iraniennes. Elle pratique une politique du dialogue maximal avec tous les acteurs, pour consolider son statut de médiateur et de protecteur de la légalité internationale. C’est d’ailleurs principalement la violation américaine caractérisée du droit international qu’elle a dénoncée après l’assassinat dans une déclaration prudente. Par ailleurs, en tant qu’ancien “Grand” et membre permanent du Conseil de Sécurité, Moscou a à cœur de maintenir un canal de dialogue sur un pied d’égalité avec Washington qui lui permet de briser le tête à tête humiliant pour elle de Washington et Pékin.

La France est elle aussi puissance nucléaire et membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Notre pays a en conséquence une responsabilité particulière dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous devons donc, en toute logique, nous placer résolument aux côtés de l’Iran au nom de la légalité internationale et de la sauvegarde impérieuse du multilatéralisme dont les lambeaux demeurent les ultimes protecteurs de la sécurité collective internationale.

Notre réaction était attendue. C’est d’abord le président Macron en personne qui aurait dû réagir, non l’un de ses secrétaires d’État adjoints. Et puis surtout, au lieu de s’aligner une fois encore benoîtement sur les positions américaines simplement indéfendables, il fallait nous désolidariser de cette rhétorique délirante sur le terrorisme iranien, commode défausse pour faire oublier l’alliance avec l’Arabie saoudite et le dramatique encouragement donné de nouveau à Daech. Il ne sert à rien de se lamenter sur notre aura perdue et notre influence internationale en déroute si l’on ne sait pas montrer notre indépendance de jugement et d’action et notre esprit de responsabilité en d’aussi graves circonstances. Si la France veut encore être prise au sérieux sur la scène du monde, nous n’avons qu’une réaction possible : dénoncer haut et fort cet assassinat extraterritorial et parfaitement illégal, un geste de guerre américain dont les motivations intérieures mettent en danger toute la région et au-delà l’équilibre international. La ficelle est si grossière qu’elle en devient insultante, même pour les plus complaisants des alliés américains. Surtout, elle porte un grave préjudice à l’atmosphère de respect minimal qui doit impérativement revenir pour espérer faire retomber la tension. Pour la France, le courage consiste donc à se désolidariser de l’escalade qui est bien américaine, au lieu d’appeler la force Al-Qods à cesser ses “activités déstabilisatrices” et l’Iran à “s’abstenir de toute escalade militaire susceptible d’aggraver encore l’instabilité régionale”...

C’est le monde à l’envers ! Donald Trump vient de menacer Téhéran d’attaquer 52 cibles iraniennes pas uniquement militaires en cas de riposte à ses frappes meurtrières. Le conseiller militaire du Guide Suprême a lui fait preuve de retenue en prévenant que les représailles porteront exclusivement sur ces cibles militaires. C’est enfantin. C’est naïf. C’est mal connaître son adversaire et l’acculer dangereusement. L’unilatéralisme belliqueux n’est pas acceptable car nous tous paierons le prix de l’aventurisme américain. Les croisades punitives ont fait la preuve de leur inefficacité depuis des lustres. Le président français a une occasion historique, comparable à celle du président Chirac en 2003, de montrer qu’il sait réfléchir et décider en toute indépendance, à long terme et pour les stricts intérêts nationaux de son pays. Il en va aussi de notre honneur. Il peut et doit initier immédiatement une coalition des nations de bon sens contre l’engrenage proposé par Washington et refuser tout alignement direct ou indirect, quelles que soient les pressions ou critiques. Si les Etats-Unis veulent s’engager dans une guerre, qu’ils en assument seuls la responsabilité ou trouvent des alliés serviles ou intéressés pour les suivre dans cette aventure inique. La

France n'en sera pas. Peut-être est-il aussi grand temps d'aller à Téhéran rencontrer le Guide pour lui redire notre attachement à la paix et notre détermination à aider son pays. Et le faire.

*Caroline Galactéros, Présidente de Geopragma

Source :

<https://www.marianne.net/debattons/billets/iran-usa-l-elimination-de-soleimani-acte-de-guerre-direct-de-wasf>